

## La CGT s'inquiète du projet de redéploiement du réseau des finances publiques dans le Lauragais

La future organisation du réseau des finances publiques en Haute-Garonne doit être présentée lundi 2 novembre en comité technique local. Voici ce qui est prévu dans le Lauragais.



*Le service du recouvrement de l'impôt ne sera plus assuré à Caraman. Une étape avant la fermeture de la trésorerie ? C'est ce que craint la CGT Finances publiques. (©Paul Halbedel – VDML)*

Lundi 2 novembre 2020, la **direction générale des finances publiques** doit présenter, à l'occasion d'un **comité technique local**, les principales évolutions à venir en matière de déploiement de ses services à l'échelle de la **Haute-Garonne**.

Des éléments qui ont déjà été communiqués aux organisations syndicales à la veille des vacances de Toussaint et donnent un aperçu de ce que sera la déclinaison dans le **Lauragais** du projet « **Nouveau réseau de proximité** » défendu par la DGFIP.

### Fin du recouvrement de l'impôt à Caraman et Baziège

L'une des principales mesures qui devrait entrer en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2021, c'est le départ du **service recouvrement de l'impôt** des trésoreries

de **Baziège** et **Caraman** pour être transféré vers le **Service des impôts des particuliers (Sip)** de **Toulouse-Rangueil**.

Une opération qui résonne comme une poursuite du **démantèlement des services des finances publiques dans le Lauragais** selon les représentants des organisations syndicales.

*"Cela signifiera qu'il n'y aura plus que la trésorerie de Villefranche qui conservera un service de recouvrement de l'impôt des particuliers dans le Lauragais puisqu'il était déjà parti de Revel et Castanet-Tolosan. On se souvient que l'ancien ministre Darmanin vantait la démétropolisation du recouvrement de l'impôt mais dans la réalité il sera confiné à la métropole."*

**Boris Beaudoin** Militant au syndical CGT Finances publiques

## **Vers une fermeture de la trésorerie de Baziège**

Selon la **CGT Finances publiques**, cette évolution se traduirait par la **fermeture de la trésorerie de Baziège dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021** puisque cette dernière perdrait aussi la gestion de la comptabilité des collectivités locales de son secteur au profit du centre des finances publiques de **Castanet-Tolosan**.

La trésorerie de Caraman conserverait quant à elle la gestion des budgets des collectivités de l'**ex-intercommunalité Coeur Lauragais** mais aussi des communes d'**Aigrefeuille** et de **Lauzerville**. Elle bénéficierait ainsi d'un sursis alors qu'elle était elle aussi menacée, il y a quelques mois encore, d'être rayée de la carte.

Dans le même temps, des **accueils de proximité** verraient le jour à Caraman et Baziège. « *Des demandes ont été faites à la mairie de Caraman pour qu'elle trouve un lieu afin d'accueillir des permanences. Selon nous, ce qui se prépare c'est une **fermeture complète de la trésorerie de Caraman en 2022*** », peste **Boris Beaudoin**.

Le militant syndical dénonce d'ailleurs la stratégie de la DGFIP visant à compenser la **fermeture des services de recouvrement de l'impôt dans les trésoreries** par le déploiement de permanences sur le territoire.

*"L'intérêt pour le particulier d'avoir un accueil en trésorerie, c'est de pouvoir y aller quand il a besoin d'un renseignement. Les permanences en point d'accueil de proximité, ça ne fonctionne pas... Il suffit de voir à Revel où elles ont été mises en place au 12, le local de l'avenue de Castelnaudary et où il y a des problèmes pour mettre en place des créneaux. Et dans le même temps, certains particuliers continuent à se rendre au guichet de la trésorerie et tombent sur des personnels dont les missions sont toutes autres..."*

**Boris Beaudoin**, Militant CGT Finances publiques

## **Un « grand chambardement » au 1<sup>er</sup> septembre 2021**

Pour le militant de la CGT Finances Publiques, d'après les documents communiqués aux organisations syndicales « **un grand chambardement** » se prépare également au 1<sup>er</sup> septembre 2021.

A cette date, interviendrait notamment le transfert de Villefranche-de-Lauragais vers Revel, de la gestion comptable des 31 communes de **Terres du Lauragais** appartenant aux anciennes entités de **Cap Lauragais** et **Colaursud**. La gestion des budgets de Terres du Lauragais resterait quant à elle à la charge du centre des finances publiques de Villefranche-de-Lauragais.

Dans le même temps, la **gestion de l'hôpital de Revel** basculerait quant à elle vers le centre de Castanet-Tolosan qui récupérerait également dans le même temps la gestion de plusieurs autres établissements de santé comme l'hôpital de **Muret** et les Ehpad de **Fronton**, **Grenade** ou encore **Villemur-sur-Tarn**.

## Les élus invités à rejoindre le combat

La CGT Finances publiques dénonce un projet de restructuration du réseau des finances publiques qui « **ne sera positif ni pour les personnels, ni pour la population** ».

Le syndicat craint notamment que la **concentration de certains services sur un même site** constitue à terme une porte ouverte vers des suppressions de poste. « Les centres vont se retrouver avec des missions supplémentaires sans forcément avoir les postes qui vont avec. Et l'on sait très bien qu'il est plus facile d'enlever un poste dans un service avec 22 chaises budgétaires comme ce sera par exemple le cas à Castanet-Tolosan que dans un service à deux ou trois personnes », s'alarme Boris Beaudoin. Avant de poursuivre son argumentaire :

*"Les inquiétudes sont nombreuses. Elles concernent principalement les charges qui seront difficiles à absorber et une perte de proximité à l'issue de ce redéploiement qui risque de mettre en difficulté au niveau de leur gestion les collectivités, hôpitaux, Ehpad... Il n'était peut-être pas nécessaire de rajouter cela aux problèmes sanitaires actuels dans une période où pour ces collectivités et établissements il faut souvent être réactif et agir vite."*

Le syndicat annonce qu'il va prochainement **interpeller les élus des différents territoires concernés** afin d'obtenir leur soutien dans leur combat contre ce projet de redéploiement des services publics. « Dans le Lauragais, on espère qu'ils se mobiliseront comme cela avait été le cas l'an dernier car cela avait poussé la DGFIP à faire marche arrière », note le militant syndical.

## Le syndicat des eaux des côteaux du Touch à Villefranche-de-Lauragais

Le projet avait été déjà acté pour l'année 2020 avant d'être reporté. Au 1er janvier 2021, le Centre des finances publiques de Villefranche-de-Lauragais va récupérer la gestion des comptes du syndicat des eaux des côteaux du Touch qui était jusque-là confié à la trésorerie de Rieumes. Mais là aussi, ce transfert fait grincer des dents du côté de la CGT Finances publiques puisqu'il aura lieu dans un premier temps à effectif constant, l'affectation des postes liés à cette nouvelle charge n'étant prévue qu'en milieu d'année 2021. *"Cela va donc avoir un impact sur les missions de comptabilité publique exercées par les agents de Villefranche-de-Lauragais où il y a déjà eu ces derniers mois un départ non remplacé"*, indique Boris Beaudoin.